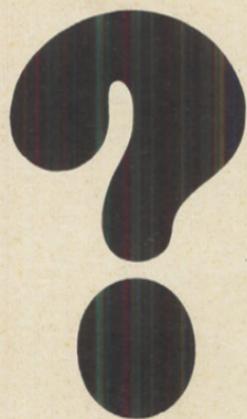


# **nationalisations ou expropriations**

LCR  
DOCUMENTATION  
CENTRALE





# comment les marxistes révolutionnaires doivent poser le problème des nationalisations

---

---

---

I.— Comment les staliniens et les réformistes de la CFDT posent le problème des nationalisations

---

Aussi bien les staliniens que les réformistes de la CFDT, lorsqu'ils discutent des nationalisations, se situent *dans le cadre de l'existence et du maintien de l'Etat bourgeois.*

A — Les staliniens

On peut prendre, ici, l'exemple de la discussion sur les coûts du programme commun.

Les bourgeois, de Gilbert Mathieu (journaliste du Monde) à Giscard d'Estaing, en passant par Servan-Schreiber, affirment que le coût des avantages promis est très supérieur aux ressources nouvelles présentées pour y subvenir, et que donc le programme est démagogique.

Comment les staliniens répondent-ils à cet argument, et que faut-il penser de leur réponse ?

a) *La position du PCF*

G. Marchais répond que le programme a une logique génératrice de ressources nouvelles, et que les nationalisations, précisément, sont, de ce point de vue, la clé de voûte du programme.

Mais les nationalisations se situent *dans le cadre du maintien de l'appareil d'Etat bourgeois :*

« Ce programme, écrit G. Marchais, n'est nullement démagogique. Nous sommes des gens responsables, nous avons un sens élevé de l'Etat ». « Il va s'agir, simplement, toujours selon G. Marchais, de « démocratiser les institutions », et de s'affirmer les meilleurs défenseurs de l'intérêt national « auquel nous sommes indéfectiblement attachés » (1).

La démocratie avancée, qualifiée de « forme de transition vers le socialisme » (2), conserve l'appareil d'Etat bourgeois, et prétend utiliser la vieille machine d'oppression bourgeoise, simplement « démocratisée » pour assurer la « transition au socialisme » !

Le problème des nationalisations est donc posé dans le cadre d'un Etat bourgeois, non pas détruit, mais que l'on prétend utiliser différemment.

A la limite, le problème de la nature de classe de l'Etat, n'est absolument plus posé, comme par exemple dans cette déclaration tristement célèbre de C. Galluzzi, président du groupe parlementaire communiste italien, au journal bourgeois « Les Informations » à la question :

« Vous disiez que vous n'étiez pas systématiquement partisan des nationalisations », Galluzzi répond :

« Nous l'avons déclaré urbi et orbi lors du dernier congrès du Parti. L'Etat contrôle déjà en Italie 55 % de l'économie : cela nous suffit » (3).

Que l'Etat qui contrôle soit un Etat bourgeois, et non un Etat ouvrier, peu importe apparemment à Galluzzi !

*b) Les deux problèmes soulevés par cette position*

La réponse de G. Marchais à ceux qui affirment que le coût des avantages promis est supérieur aux ressources nouvelles présentées, pose deux types de problèmes.

1) La définition de la transition

*La confusion la plus totale est entretenue sur la définition de la période de transition.*

En effet, pour les marxistes révolutionnaires, se situant dans la ligne définie par Marx et Lénine, la révolution prolétarienne se caractérise par la destruction de l'Etat bourgeois, et l'instauration d'un Etat ouvrier, l'Etat de dictature du prolétariat, se concrétisant, par exemple, en Russie en 1917, sous la forme de la dictature des soviets.

*Entre l'Etat bourgeois et l'Etat ouvrier, il n'y a pas de transition possible, au sens où il pourrait exister un Etat semi-bourgeois et semi-ouvrier.*

Il peut y avoir, durant un certain temps, une situation de double pouvoir, où coexistent, comme en Russie entre février et octobre 1917, un Etat bourgeois et un embryon d'Etat ouvrier ; il ne peut y avoir un Etat, dont la nature de classe serait mal défini, un peu bourgeois et un peu ouvrier !

Lénine, par exemple, dans « La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer », écrit en septembre 1917, s'acharne à expliquer que concernant l'Etat, il ne saurait y avoir de « milieu » : l'appareil d'Etat est ou bureaucratique réactionnaire (Etat bourgeois) ou démocratique révolutionnaire (Etat ouvrier).

Il ne fait aucun doute que, pour Lénine, l'Etat « véritablement démocratique et révolutionnaire », est celui que le prolétariat se donne après avoir brisé l'Etat bourgeois.

Après la victoire de la révolution, toujours pour les marxistes révolutionnaires, c'est-à-dire après la destruction de l'Etat bourgeois et l'instauration de l'Etat ouvrier, s'ouvre une période de transition, jusqu'à l'instauration de la société socialiste à proprement parler.

La transition commence donc après l'instauration de l'Etat ouvrier. C'est à ce niveau qu'elle se situe, et non pas au niveau d'une transformation graduelle de l'Etat bourgeois en Etat ouvrier.

C'est pourtant à ce dernier niveau que la direction du PCF situe la période de transition. La « démocratie avancée », ce milieu entre l'Etat bureaucratique de la bourgeoisie et l'Etat ouvrier, caractérise, aux yeux des staliniens, la phase de « transition vers le socialisme », durant laquelle l'Etat bourgeois, parce que démocratisé, n'est plus tout à fait bourgeois, dans la mesure où il devient « un instrument aux mains de la classe ouvrière et de ses alliés » ! (4).

Autrement dit, et en opposition avec les affirmations de Lénine, il existe un « milieu » entre l'Etat bourgeois et l'Etat ouvrier, milieu caractérisé par une utilisation par la classe ouvrière de l'appareil d'Etat bourgeois, non détruit, et censé changer graduellement de nature. C'est ce « milieu » que les staliniens qualifient de phase de transition, alors, nous l'avons vu, que pour Lénine, la transition commence après l'instauration de l'Etat ouvrier qui suit la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois.

Dans certains textes, les staliniens vont même encore plus loin, affirmant que « la dictature de la classe ouvrière et de ses alliés », qui suivra la « démocratie avancée », revêtira « la forme de la république parlementaire » !

Outre qu'il serait « intéressant » que la direction du PCF précise comment elle va s'y prendre pour « démocratiser » l'armée, la police, la justice bourgeoise, notons donc que sa conception de la « transition » rompt radicalement avec celle de Marx ou Lénine, Lénine dont on va utiliser avec une rare malhonnêteté un certain nombre de phrases. Prenons, par exemple, ce passage de l'« Etat et la Révolution », qui n'est jamais cité évidemment : « L'impérialisme — époque du capital bancaire, époque des gigantesques monopoles capitalistes, époque où le capitalisme monopolistique se transforme par voie de croissance en capitalisme monopoliste d'Etat — (presque

toujours, la citation s'arrête ici) montre le renforcement extraordinaire de la machine d'Etat (quelques rares fois la citation est noussée, au maximum, jusque là ; mais terminons la phrase...), l'extension inouïe de son appareil bureaucratique et militaire en liaison avec une répression accrue du prolétariat, aussi bien dans les pays monarchiques que *dans les républiques plus libres*. Aujourd'hui, l'histoire universelle conduit sans nul doute, sur une échelle infiniment plus vaste qu'en 1852, à la concrétisation de toutes les forces de la révolution prolétarienne, *en vue de la destruction de la machine d'Etat.* ».

## 2) Le problème des ressources

A partir du moment où le cadre de l'Etat bourgeois est respecté, alors se pose effectivement le problème des ressources pour financer le programme.

Notons, en effet :

1) que dégager des ressources suffisantes, par la disparition de tous les gaspillages liés au système capitaliste (dépenses militaires, sous-utilisation des équipements, freins à la mise en œuvre du progrès technique, chômage, dépenses de publicité, etc...) implique la destruction de l'Etat bourgeois qui n'est pas envisagée, et pose (pour ce qui est de la réduction radicale des dépenses militaires, ou d'un développement harmonieux des forces productives) le problème de l'extension internationale de la révolution ;

2) que les avantages éventuellement arrachés à la bourgeoisie, seront toujours remis en cause par elle, à partir du moment où l'Etat reste un Etat bourgeois : qu'il s'agisse, par exemple, de la remise en cause par la bourgeoisie française des avantages acquis par les travailleurs, à la Libération, dans le cadre même des entreprises nationalisées, qu'il s'agisse des hausses de salaires « récupérées » par des hausses de prix, d'impôts et de cadences, ou qu'il s'agisse de la remise en cause des diminutions dans la durée du travail arrachées par la classe ouvrière (en 1936, la classe ouvrière française arrache les 40 heures, en 1972 elle travaille, en moyenne, 45 heures par semaine).

Au total donc, le maintien de l'Etat bourgeois :

— limite les ressources que l'on peut dégager pour améliorer le sort de la classe ouvrière ;

— permet à la bourgeoisie de remettre en cause tout ce qu'elle est contrainte de céder à la classe ouvrière.

## B — Les réformistes de la CFDT

La direction de la CFDT, quant à elle, voit dans le programme commun et notamment dans les nationalisations, un risque de « déviation étatique ». Elle souhaite donc une décentralisation de l'Etat, faisant « progresser vers

l'autogestion ». Elle veut « décentraliser » l'Etat, là où la direction du PCF veut le « démocratiser », mais il s'agit toujours du même Etat, l'Etat bourgeois !

Dans ces conditions, les discours sur l'autogestion (opposée aux risques de centralisation étatique) détournent les travailleurs du vrai problème : la destruction de l'Etat bourgeois, et l'instauration de l'Etat ouvrier, fondé sur l'autogestion de la base au sommet.

Entendons-nous bien : nous sommes favorables à l'autogestion, mais à condition de préciser :

1) qu'elle ne peut exister que dans le cadre de l'Etat ouvrier, et non dans celui de l'Etat bourgeois ;

2) que dans ce cadre, elle ne se limite pas à des décisions d'une part techniques, et d'autre part au niveau des seules entreprises, mais qu'elle implique la gestion ouvrière, sur la base de la plus grande démocratie politique, au niveau des entreprises comme au niveau du pouvoir central (autogestion de la base au sommet).

Or, la direction de la CFDT ne pose même pas la première condition : l'autogestion et la « décentralisation » dont on nous parle, se situent dans le cadre de l'Etat bourgeois !

Aussi bien la direction du PCF que celle de la CFDT, donc, posent le problème des nationalisations dans le cadre du maintien de l'Etat bourgeois.

Mais à partir du moment où l'Etat reste un Etat bourgeois, les nationalisations vont être utilisées dans le sens des intérêts de la classe bourgeoise.

## II.— L'utilisation par la bourgeoisie des nationalisations

Dans le cadre de l'Etat bourgeois, deux situations sont possibles, qui vont conduire à des nationalisations :

— ou la bourgeoisie décide, sans y être contrainte par des luttes ouvrières, de nationaliser telle ou telle entreprise. Elle peut y trouver intérêt, nous le verrons ;

— ou les nationalisations se font sous la pression des luttes ouvrières : c'est le cas, par exemple, pour un certain nombre de nationalisations, en France en 1944-45, ou au Chili de nos jours. Cependant, si les luttes ouvrières ne sont pas menées jusqu'à la destruction de l'Etat bourgeois, tôt ou tard la combativité ouvrière refluera, la situation de crise disparaîtra, et une nouvelle alternative apparaîtra : ou la bourgeoisie dénationalisera un certain nombre d'entreprises, entreprises par exemple rentables, et qui avaient été nationalisées contre son gré durant la période de crise (5), ou la bourgeoisie maintiendra les nationalisations mais utilisera les entreprises nationalisées dans le sens de ses intérêts de classe.

En effet, les nationalisations se situent dans le cadre plus général du développement des interventions économiques de

l'Etat bourgeois, et, dans ce cadre, elles ne signifient en rien la suppression de l'exploitation capitaliste.

## A — Nationalisations et interventions économiques de l'Etat bourgeois

Les nationalisations, donc, sont à comprendre dans le cadre des interventions économiques de l'Etat bourgeois.

Le développement de la contradiction entre la propriété restant privée des moyens de production et la socialisation croissante des forces productives oblige la classe capitaliste elle-même à traiter de plus en plus ces forces comme des forces de production *sociales*. Cela se manifeste d'abord par le développement des sociétés par actions, puis par celui des trusts et monopoles, enfin par celui de l'étatisation qui devient une *nécessité économique pour la bourgeoisie*.

Bien entendu, cette étatisation ne supprime en rien les rapports de production capitalistes, l'exploitation des travailleurs par le capital.

*Déjà en 1880, Engels soulignait dans l'Anti-Dühring :*

*« Avec trusts ou sans trusts, il faut finalement que le représentant officiel de la société capitaliste, l'Etat, en prenne la direction. La nécessité de la transformation en propriété d'Etat apparaît d'abord dans les grands organismes de communication : postes, télégraphes, chemins de fer. Mais ni la transformation en société par actions, ni la transformation en propriété d'Etat ne supprime la qualité de capital des forces productives. Pour les sociétés par actions, cela est évident. Et l'Etat moderne n'est à son tour que l'organisation que la société bourgeoise se donne pour maintenir les conditions extérieures générales du mode de production capitaliste contre les empiètements venant des ouvriers comme des capitalistes isolés. L'Etat moderne, quelle qu'en soit la forme, est une machine essentiellement capitaliste : l'Etat des capitalistes, le capitaliste collectif en idée. Plus il fait passer de forces productives dans sa propriété, et plus il devient capitaliste collectif en fait, plus il exploite de citoyens. Les ouvriers restent des salariés, des prolétaires. Le rapport capitaliste n'est pas supprimé, il est au contraire poussé à son comble.*

## B — La double façon dont la bourgeoisie utilise les entreprises nationalisées

### a) Nationalisations et accumulation du capital privé

Les entreprises nationalisées sont d'abord utilisées par la bourgeoisie pour favoriser l'accumulation du capital privé.

Une partie de la plus-value produite par les travailleurs des entreprises nationalisées est transférée aux monopoles privés. Le transfert peut prendre lui-même diverses formes. La plus connue est la vente aux monopoles privés, à des prix bon marché, d'énergie, de moyens de transports ou de matières premières. On sait, par exemple, qu'en France, le prix du courant électrique vendu aux monopoles privés (notamment à Pechiney, gros utilisateur de courant électrique), a augmenté depuis 25 ans beaucoup moins que le prix du courant vendu aux « ménages ». On peut s'étonner, de ce point de vue, de voir affirmer dans le *Peuple*, journal de la CGT, dans un article consacré à l'EDF : « Le développement qu'a permis la nationalisation a donné aux industries utilisatrices les moyens de croissance. Et à des tarifs hautement compétitifs parmi les plus faibles du monde » (6), sans que soit dénoncée la politique de tarification en faveur des grands monopoles privés.

On sait de même que les tarifs marchandises de la SNCF ont considérablement moins augmenté que les tarifs voyageurs.

Il faut signaler, d'autre part, que, non plus au niveau des ventes des entreprises nationalisées, mais à celui des achats, celles-ci achètent des marchandises à des entreprises privées à des prix particulièrement élevés, leur permettant d'accroître leur taux de profit. Ainsi, par exemple, l'EDF qui achète à des grands monopoles privés des biens d'équipement à des prix très élevés.

Par ailleurs, il n'y a pas seulement transfert d'une partie de la plus-value produite par la mise en œuvre du capital public. Il y a également transfert et attribution gratuite du capital public lui-même, sous diverses formes : c'est le cas, par exemple, de la construction par l'Etat de toute une infrastructure matérielle (routes, ports, etc...) qui est mise à la disposition du secteur privé.

Dans une optique relativement proche, on pourrait citer également l'exemple de ces usines sidérurgiques ou chimiques construites, pendant la deuxième guerre mondiale aux Etats-Unis ou au Japon par l'Etat, et vendues après la guerre à des trusts privés, à des prix inférieurs aux coûts de construction.

### b) Nationalisations et accumulation du capital public

Mais les entreprises nationalisées sont utilisées également d'une autre façon. En effet, même s'il y a transfert de plus-value du secteur public nationalisé vers le secteur privé, il n'en reste pas moins que la production de capital public se poursuit également, et même sur une échelle élargie. Le capital public des

entreprises nationalisées est, lui aussi, mis en valeur. Si l'activité des branches nationalisées (par exemple transports ferroviaires, électricité, etc...) est nécessaire à l'activité productive de l'ensemble du système, alors leur croissance en rapport avec celle du secteur privé, est non moins nécessaire. Mais il est clair que *la reproduction élargie du capital public signifie un développement de l'exploitation pour les travailleurs des entreprises nationalisées.*

Ainsi les transferts et subventions accordés par les entreprises nationalisées à des entreprises du secteur privé, nécessitent *une ponction supplémentaire sur les travailleurs.*

D'où la *politique dite de rentabilisation des entreprises nationalisées*, qui se caractérise par toute une série de mesures qui visent à accroître l'exploitation des travailleurs de ces entreprises.

Cette politique a été, par exemple, clairement définie en France, dans le tristement célèbre rapport Nora, dont l'application, freinée simplement par les luttes des travailleurs des entreprises nationalisées, signifie des licenciements, des pressions sur les salaires, des accélérations de cadences (RATP, SNCF, etc...), des *remises en cause des statuts et des avantages spécifiques arrachés à la Libération*, en matière de garantie d'emploi, de pensions, d'assurances-maladie, etc..., dans l'ensemble des entreprises nationalisées. On doit noter enfin, qu'à cette exploitation des travailleurs des entreprises nationalisées, peut venir s'ajouter une exploitation indirecte de *l'ensemble des travailleurs.* En effet, au cas où la masse de plus-value extorquée aux travailleurs des entreprises nationalisées, ne suffit pas à financer leur activité, du fait essentiellement des prix d'achat élevés et des prix de vente bas aux monopoles privés, des subventions de l'Etat seront accordées. Ces subventions font partie intégrante des dépenses de l'Etat qui sont financées par l'impôt, notamment, qui est *prélevé en grande partie sur le pouvoir d'achat des travailleurs.*

Il apparaît ainsi que *le capital public des entreprises nationalisées n'est pas seulement mis en valeur par les monopoles privés, il l'est aussi, contrairement à ce qu'affirment les économistes du PCF, pour lui-même.*

*Dans le système capitaliste, l'ensemble du capital, privé et public, est mis en valeur, et reproduit, à ce titre, les rapports capitalistes d'exploitation. Il en est ainsi dans les entreprises nationalisées comme dans les entreprises privées.*

### III.— Le double problème posé aux marxistes révolutionnaires par les nationalisations

*Le premier problème se pose par rapport à la nécessité de détruire l'Etat bourgeois : un programme de nationalisations peut-il avoir un réel contenu anti-capitaliste, c'est-à-dire, en*

définitive, comporter des mesures qui favorisent le développement de mobilisations de masse des travailleurs, nécessaires à la destruction de l'Etat bourgeois ?

Le deuxième problème se pose par rapport à la construction du socialisme, lors de la phase de transition qui commence après la destruction de l'Etat bourgeois et l'instauration de l'Etat ouvrier : quel est le sens des nationalisations dans le cadre d'un Etat ouvrier ?

Nous essayerons de répondre à ces deux questions dans les deux parties suivantes de cette brochure.



- (1) G. Marchais : préface au programme commun de gouvernement, Ed. Soc.
- (2) Ibid., p. 39
- (3) Interview publié dans « Les Informations », nov. 1972, p. 29, souligné par nous.
- (4) Economie et Politique, No 188.
- (5) Notons qu'il peut arriver aussi que la bourgeoisie dénationalise des entreprises, qui avaient été nationalisées, non pas contre son gré, mais volontairement, parce qu'il s'agissait d'entreprises indispensables, mais non rentables, et qui sont devenues ou redevenues rentables (exemple en France d'une partie des télécommunications ou du logement, où la part du secteur privé s'est considérablement développée depuis quelques années).
- (6) Le Peuple, No 904, 15 nov. 1972.



# **nationalisations et mobilisation pour la destruction de l'état bourgeois**

---

---

Un programme de nationalisation peut avoir un réel contenu anti-capitaliste, comporter des mesures qui favorisent le développement des luttes nécessaires à la destruction de l'Etat bourgeois, *mais à des conditions précises qui ne sont pas remplies par le programme commun.*

---

1. — Première condition : ne faire aucune concession à la bourgeoisie

---

A — Nombre et nature des nationalisations.

Certes, les militants du PCF peuvent souligner que dans le programme commun, les nationalisations concernent certains secteurs clefs, comme l'électronique et la chimie (des groupes aussi importants, par exemple, que Pechiney ou Rhône-Poulenc doivent être nationalisés), et le système bancaire.

A ce titre, le programme commun est un reflet, même hyper déformé, des luttes de classes de mai 1968 et du maintien d'une combativité ouvrière élevée depuis.

Mais le programme épargne de nombreux « grands monopoles » : le trust Hachette, les grands trusts de l'automobile, des matériaux de construction, du papier, des industries agricoles et alimentaires, etc .. Le « seuil minimum » défini par le PCF a été ramené de 25 à 13 groupes industriels.

Pourquoi, notamment, le programme commun épargne-t-il le trust Hachette ? Les nationalisations doivent-elles laisser de côté un empire qui couvre la publication d'une vingtaine de

quotidiens et d'hebdomadaires, qui intervient dans plusieurs des radios périphériques, qui tient pratiquement toutes les éditions scolaires, qui a pris en mains l'avenir des vidéo-cassettes et qui, surtout, contrôle la distribution de l'ensemble de la presse française ? La nationalisation de Hachette ne serait pas seulement « une nationalisation de plus », sa nature même serait significative : donner la possibilité d'enlever à la bourgeoisie une de ses armes d'importance, le matraquage idéologique. Ce que le programme commun n'envisage évidemment pas.

Quant au contrôle de certains trusts (sidérurgie et pétrole), il s'effectuera pour l'essentiel selon une procédure chère à la bourgeoisie... et au Parti Socialiste : de simples prises de participation.

Enfin, il faut noter l'existence de graves imprécisions dans le calendrier des nationalisations :

— en ce qui concerne les nationalisations même entrant dans le simple cadre du « seuil minimum », d'abord : Paul Laurent a déclaré dans France-Nouvelle (No 1390) : « Il y a toujours distinction entre ce qui sera fait dès la mise en place d'un gouvernement démocratique, et ce qui aura un caractère plus échelonné, plus progressif. Exemple : la réalisation du seuil minimum de nationalisations s'étalera sur une certaine période » (c'est nous qui soulignons) ;

— en ce qui concerne d'éventuelles nationalisations, au-delà du « seuil minimum » ensuite : il est seulement affirmé dans le programme commun qu'elles se feront « de façon progressive et souple », sans plus de précisions .

## B — Le problème des indemnités.

Là où il faudrait parler clairement d'*expropriation sans rachat ni indemnité* on relève, pour les gros porteurs, une imprécision totale relevant d'un silence embarrassé : « L'indemnisation des actionnaires des entreprises expropriées fera l'objet d'une solution équitable. Une distinction essentielle sera faite entre les petits et moyens porteurs vivant de l'épargne réalisée et les gros porteurs ». C'est tout !! Nulle part, il n'est dit clairement que les gros porteurs ne bénéficieront d'aucune indemnité ou rachat.

## C — Le problème de la réaction de la bourgeoisie.

Au total, les concessions faites à la bourgeoisie sont importantes, aussi bien sur le problème du nombre que sur celui de l'indemnisation.

Certes, nous diront les militants du PCF, il est prévu de franchir ce « seuil minimum » : mais ne voit-on pas qu'on se heurtera alors, tôt ou tard, à la réaction violente de la bourgeoisie ?

Plus précisément, cette réaction violente peut avoir une double raison :

1) Elle peut être motivée, *indépendamment même* du programme lui-même de nationalisations, par d'éventuelles mobilisations de masse des travailleurs. Il est clair, par exemple, qu'au Chili, c'est cette mobilisation plus que le programme même d'Allende qui suscite la réaction de la bourgeoisie ;

2) Elle peut être motivée par *certaines* nationalisations, auxquelles la bourgeoisie peut être hostile. En d'autres termes, admettons que l'Union de la Gauche l'emporte et admettons (ce qui n'est pas évident) que les 13 groupes, définissant le « seuil minimum », soient immédiatement nationalisés : il est probable que la bourgeoisie réagisse déjà, à ce simple niveau, du fait de son hostilité à la nationalisation de certains groupes comme Pétchiney ou Rhône Poulenc.

Ce qui est vrai pour le « seuil minimum », l'est encore plus pour le dépassement éventuel de ce seuil !

Or, la bourgeoisie française, disposant de son appareil d'Etat (police, armée, justice, etc...) non détruit gardant le contrôle d'un certain nombre de groupes essentiels, et ne subissant pas les contraintes d'un monopole du commerce extérieur (non prévu dans le programme commun), aura les moyens de réagir violemment, de saboter, de tenter l'asphyxie économique, d'intervenir par ses forces de répression, etc. .

Cette réaction est-elle prévue ? Apparemment non !! L'utilisation violente que la bourgeoisie fera de son Etat pour résister, n'est pratiquement jamais envisagée : « Lorsque le peuple aura choisi souverainement le programme de la gauche unie, il est permis de penser que, dans leur masse, ceux qui auront exprimé un avis contraire respecteront la règle démocratique », est-il écrit dans le No spécial de la Vie Ouvrière consacré au programme commun.

Les dirigeants du PCF font *bon marché*

— de l'appareil de répression à la disposition de la bourgeoisie, dont on n'envisage pas la destruction ,

— des leçons de l'histoire, qui nous montrent que jamais la bourgeoisie ne se laisse déposséder pacifiquement ;

— des leçons de l'actualité chilienne : rappelons qu'au Chili, la bourgeoisie fait face d'une part à des mobilisations populaires importantes, et d'autre part à un nombre important de nationalisations. Mais elle dispose encore de son appareil d'Etat non détruit, et d'un certain nombre de secteurs non nationalisés et décisifs : bâtiment et transports, notamment. Elle peut, de ce fait, saboter à loisir la politique du gouvernement Allende, le contraignant à accorder des postes décisifs à des représentants d'une armée bourgeoise, qui continue à suivre des cours anti-guerilla donnés par les américains à Panama !

Et que les dirigeants du PCF ne viennent pas nous glisser au creux de l'oreille : « Ne vous en faites pas, il n'y a rien dans le programme, sur ce problème, mais si la bourgeoisie résiste violemment, nous n'hésiterons pas non plus à utiliser la violence ». Car il est nécessaire de *préparer* les travailleurs à la violence révolutionnaire, et ne pas prendre en charge cette préparation témoinne d'une *irresponsabilité totale*, qui risque de coûter très cher. Ce n'est pas après avoir prêché aux masses l'horreur de la violence révolutionnaire, qu'on pourra les mobiliser efficacement contre les sabotages et les violences de la bourgeoisie (1)

II.— Deuxième condition : développer les luttes sur les revendications essentielles des travailleurs.

Pour mobiliser les masses jusqu'à la destruction totale de l'Etat bourgeois, *il est nécessaire de développer les luttes, et notamment dans le secteur nationalisé lui-même, secteur-clé de l'économie comme il est si bien dit !*

A — Les expériences historiques.

a) *Dans la période 1945-1947 en France, le PCF fait tout pour éviter les grèves et le développement des luttes, notamment dans les secteurs qui viennent d'être nationalisés ! les mots-d'ordre sont alors :*

1) « *Un seul gouvernement, une seule armée, une seule police* ». On justifie, au nom de l'intérêt national le désarmement des milices ouvrières, et la collaboration de classes. On justifie même la collaboration avec des groupes d'extrême-droite : ainsi par exemple, le *Peuple*, bimensuel de la CGT, du 1-15 novembre 1972, ose reproduire cette déclaration de Marcel Paul, Ministre de la production industrielle en 1945, ancien secrétaire général de la fédération CGT de l'Eclairage : « Le programme du CNR (Conseil National de la Résistance) a été et restera une véritable proclamation de salut public, dont la noblesse et la grandeur ne seront jamais assez exaltées ». Il a été élaboré « par les délégués de toutes les familles politiques, syndicales, sociales et spirituelles de la résistance nationale... A côté de la signature des représentants des syndicats figuraient celles des délégués de partis politiques d'extrême droite, du centre, de la gauche et de l'extrême gauche. C'était cela le CNR... Mais dans la catastrophe, il s'agissait pour eux de sauver le pays, de le faire revivre, d'assurer son avenir. »

2) « *Gagner la bataille de la production* ». Ainsi, par exemple, J. Duclos écrit : « Le relèvement de la production est à la fois un devoir national et un devoir de classe. C'est en produisant de plus en plus que nous empêcherons les hommes

des trusts de mener à bien leur plan criminel de lutte contre la France et la classe ouvrière. » (2).

3) « *La grève est l'arme des trusts* ». Célèbres sont les déclarations de Thorez aux mineurs des Charbonnages qui viennent d'être nationalisés, fustigeant la grève, déclarant à son sujet : « C'est un scandale, c'est une honte, c'est une faute très grave contre le syndicat et l'intérêt des mineurs. »

De même, peut-on lire dans les Cahiers du Communisme de mars 1946, sous la plume d'un dénommé G. Bernard : « Tous ceux qui font la grève sont des anti-communistes », et J. Duclos dans le même numéro des Cahiers du Communisme : « Si nous militons bien, le prochain Président de la République sera M. Thorez » !!!

Face aux revendications des travailleurs, tout ce que proposera la direction du PCF, c'est de « réduire quelque peu les taux scandaleux des profits qu'ils (les hommes des trusts) réalisent » (3) !!

b) *On retrouve un certain nombre d'éléments identiques dans l'expérience chilienne contemporaine. Rappelons nous, pour ne prendre qu'un exemple, comment le gouvernement Allende, au lendemain des nationalisations des mines de cuivre, a conseillé aux mineurs de produire davantage et de moins revendiquer.*

Dans les deux cas, alors même que l'Etat bourgeois est toujours en place, tout est mis en œuvre pour briser les luttes dans les secteurs nationalisés ! Inutile de rappeler que ces deux expériences sont toujours des références pour les dirigeants du PCF.

## B – Le programme commun.

Certes les militants du PCF pourraient nous dire : les circonstances dans la France de 1972 ne sont pas les mêmes qu'en 1945 ou qu'au Chili, et nous agissons différemment, accordant la priorité aux luttes et non à la production.

A ces militants, nous répondons que dans le programme commun, l'accent est mis non pas sur les luttes, notamment dans les entreprises nationalisées, mais sur « l'efficacité » de ces entreprises, pour « faire face à la compétition internationale »

Ainsi, par exemple, G. Marchais parle dans sa préface, des « conditions d'efficacité dont les entreprises comme Renault ou l'EDF font d'ores et déjà la preuve de façon reconnue dans le monde entier ». Dans le même sens, le numéro spécial de la Vie Ouvrière consacré au programme commun, s'efforce de montrer que Renault est plus efficace, que Renault « roule plus vite que Citroën », que Renault a une plus grande compétitivité que Citroën, et s'implante plus vite à l'étranger, et vante les mérites

d'efficacité de la SNCF, du métro, de l'EDF, du Concorde, etc... Dans le même sens, enfin, un article sur l'EDF paru dans le Peuple du 1-15 novembre 1972, vante la « supériorité éclatante » de l'EDF sur les entreprises privées, se félicite de ce que la « productivité globale des facteurs » soit supérieure à l'EDF par rapport à celle constatée en moyenne dans le pays, se félicite de l'importance de l'autofinancement (c'est-à-dire en clair, de l'importance des profits !!!)

*Les auteurs de telles affirmations, qu'il s'agisse de sociaux-démocrates ou de staliniens, ne se rendent même pas compte que mettre l'accent sur les mérites d'efficacité des entreprises nationalisées, au lieu d'insister sur les luttes des travailleurs, revient purement et simplement à se réjouir des meilleures conditions dans lesquelles se fait l'accumulation capitaliste, elle-même porteuse des rapports d'exploitation !!*

Nous l'avons déjà dit, mais il nous faut le répéter : l'étatisation, à partir du moment où l'on se situe dans le cadre de l'Etat bourgeois, ne supprime en rien les rapports de production capitalistes, l'exploitation des travailleurs par le capital. Par conséquent, se féliciter de « l'efficacité » d'une entreprise nationalisée, alors que l'Etat est un Etat bourgeois, revient à se féliciter de l'exploitation des travailleurs !

Le développement des forces productives, le progrès technique, ne sont pas progressistes en soi, par nature, mais ils ont, en quelque sorte une nature double, parce qu'ils se situent dans le cadre de rapports de production capitalistes : ils sont, en même temps, source d'émancipation potentielle pour l'humanité, et aussi (ce que tendent à oublier les staliniens !) moyens d'accroître l'exploitation des travailleurs.

*Se féliciter de l'accroissement de la productivité à l'EDF en soi, c'est oublier que cet accroissement signifie et implique aussi, parce qu'on est dans le cadre de rapports de production capitalistes, un accroissement de l'exploitation des travailleurs.*

Cette satisfaction de voir les exploités forger eux-mêmes leur exploitation, est une constante chez les staliniens. Ainsi J. Kahn, aux lendemains de la grève générale de mai-juin 1968, est fier de pouvoir écrire : « Les salariés... préparaient une reprise remarquable du travail, ... relançaient l'économie à une allure exceptionnellement rapide et portaient la production à un niveau sans précédent » (4) !!!

Gageons que dans le cadre de la « démocratie avancée », les travailleurs des entreprises nationalisées se verront, au nom de l'efficacité et de la concurrence internationale, conseiller de modérer leurs revendications et de travailler davantage !

### III.— Troisième condition : instaurer la gestion ouvrière.

#### A -- Le principe de la gestion ouvrière.

Si l'on veut favoriser la mobilisation pour la destruction de l'Etat bourgeois, et pour l'instauration d'un Etat ouvrier, c'est-à-dire de la *République des Conseils Ouvriers*, instaurer la gestion ouvrière dans les entreprises nationalisées est une nécessité !

Il faut préconiser l'organisation dans chaque atelier, d'un conseil ouvrier regroupant tous les travailleurs, syndiqués et non syndiqués, élisant des délégués au conseil d'usine, responsables devant leurs camarades de travail et révocables à tout moment. C'est à ces *conseils ouvriers* que doit être assignée la tâche de gérer l'usine, dans le cadre du plan.

#### B -- Le programme commun.

Loin de préconiser une telle organisation, le programme commun prévoit un mode de désignation des conseils d'administration des entreprises nationalisées, qui n'a rien à voir avec une réelle gestion ouvrière du secteur public. Les conseils d'administration sont constitués de représentants élus du personnel, de certaines catégories d'usagers (syndicats notamment) et de représentants désignés par le pouvoir central (ces derniers ne pouvant être majoritaires). Ils doivent permettre le « développement de la participation des travailleurs » et la « démocratisation de la gestion ». En fait, au lieu d'une réelle gestion ouvrière, on a là une *cogestion bureaucratique* des fonctionnaires de l'Etat et des permanents syndicaux. Certes, on ajoute que « lorsque les travailleurs de l'entreprise en exprimeront la volonté et lorsque la structure de l'entreprise en indiquera la possibilité, l'intervention des travailleurs dans la gestion et la direction de l'entreprise prendra des formes nouvelles, que le Parti Socialiste inscrit dans la perspective de l'autogestion et le Parti Communiste Français dans le développement permanent de la gestion démocratique », mais :

a) Le moins que l'on puisse dire est que l'on est bien prudent et bien flou... et que ce n'est pas la revendication formulée pour le secteur privé, *d'une petite heure* par mois d'information du personnel prise sur le temps de travail et rémunérée, qui est faite pour nous rassurer ;

b) La perspective éventuelle « d'autogestion » reste, de toutes les façons, limitée au niveau de l'entreprise, sans perspective de destruction de l'Etat bourgeois et d'instauration de la République des Conseils Ouvriers.

#### IV.— Quatrième condition : préparer l'extension internationale de la révolution.

##### A — La nécessité de cette préparation.

Le capital est *international*, les monopoles internationaux puissants, et la solidarité anti-ouvrière des bourgeoisies jamais démentie. L'embargo mis par un tribunal français sur le cuivre chilien, en réponse à une requête du monopole américain Braden Kennecot Corporation (récemment exproprié au Chili), ou les projets de coup d'Etat du puissant trust américain ITT au Chili, viennent de nous le rappeler.

La France est un maillon trop important dans la chaîne impérialiste, et les liens en France même entre les capitaux étrangers et français trop étroits, pour que la bourgeoisie internationale attende, les bras croisés, de se faire nationaliser progressivement, peu à peu. Honeywell Bull, l'un des grands profiteurs de la guerre d'Indochine, et ITT, le comploteur du Chili, dont les nationalisations sont prévues, par exemple, ne se laisseront pas nationaliser sans réagir.

*La bourgeoisie internationale sabotera, complotera, utilisant de nombreuses armes, allant de la tentative d'asphyxie économique (blocus commercial total ou partiel, spéculation, etc...) à l'intervention militaire.*

Seule la *solidarité internationale des travailleurs* pourra s'y opposer, et c'est pourquoi à travers le problème des nationalisations, se pose le problème de l'extension internationale de la révolution, et de la nécessité de mettre en avant le mot d'ordre des Etats-Unis Socialiste d'Europe.

##### B — Le programme commun.

Le programme commun, quant à lui, laisse la France totalement *insérée dans l'organisation économique du capital international*. Il maintient la France dans la cadre de l'Alliance Atlantique, il accepte le cadre du Marché Commun, réclamant simplement une « démocratisation » des institutions européennes, il invoque les clauses du Traité de Rome pour demander aux « partenaires européens » l'autorisation d'étendre le secteur public !!

L'Humanité dénonce aujourd'hui l'asphyxie économique que le capital international fait subir au régime chilien, mais le programme commun accepte l'entrée dans la chambre à gaz européenne.

Par ailleurs, le programme commun *ne prévoit pas l'instauration d'un monopole du commerce extérieur*. Qui empêchera alors les trusts, nationalisés ou non, et qui ont déjà

des usines à l'étranger, de consacrer l'essentiel de leurs ressources à ces usines ? Qui empêchera la spéculation et les mouvements de capitaux qui avaient déjà joué un rôle important en 1936 ? Il n'y a pas de réponse à ces questions dans le programme commun.

---

## V.— Cinquième condition : engager la lutte immédiatement .

---

### A — La nécessité d'engager la lutte.

Préparer la mobilisation des travailleurs pour la destruction de l'Etat bourgeois, implique qu'*avant même* que se pose le problème de la prise du pouvoir et celui des nationalisations, la lutte doit être engagée, notamment dans les entreprises mêmes dont on prévoit la nationalisation, sur les quatre terrains évoqués dans cet article :

- déclenchement de puissantes luttes revendicatives
- gestion des grèves par des Comités de grèves élus, préfigurant le fonctionnement de la gestion ouvrière
- préparation des travailleurs à l'affrontement avec la bourgeoisie : piquets d'autodéfense, etc...
- développement de la solidarité nationale et internationale dans les luttes : comités de soutien...

### B — La pratique du PCF.

La pratique du PCF tourne le dos à cette perspective. Sa stratégie est, en effet, fondée sur l'*électoratisme*, c'est-à-dire la volonté d'accéder au pouvoir par les élections. Dès lors, il s'agit de gagner une fraction aussi large que possible de l'électorat modéré et de gagner le concours de l'appareil d'Etat en se présentant comme une force d'ordre. Dans ces conditions, le PCF *va tout faire pour canaliser la combativité ouvrière* : à l'essor des luttes, il préférera des actions de pression limitées et inefficaces. C'est ce qui explique que la fraction stalinienne qui dirige la CGT n'ait pas déclenché de luttes significatives, notamment pour ce qui nous intéresse ici, dans les entreprises qui doivent être nationalisées ; c'est ce qui explique aussi le sabotage de toute une série de luttes dans les entreprises nationalisées, chez Renault, à la RATP, à la SNCF (juin 71). Par là même, le PCF se prive du rapport de force nécessaire pour imposer y compris, ses propres objectifs limités.

*Tout programme de gouvernement, se situant dans le cadre de l'utilisation et non de la destruction de l'Etat bourgeois, ne peut ouvrir de perspective de transition vers le socialisme. Seul l'Etat de dictature du prolétariat est capable d'assurer la transition vers le socialisme.*

Il nous faut voir alors quelle signification prennent les nationalisations ou la collectivisation des moyens de production, dans le cadre d'un Etat ouvrier, instauré après la destruction de l'Etat bourgeois.

---

(1) Certes, de très rares déclarations de dirigeants du PCF soulèvent le problème de réactions éventuelles de la bourgeoisie. Mais l'essentiel, encore une fois, se situe au niveau de la préparation des travailleurs à de telles éventualités : préparation non seulement au niveau de la propagande, mais préparation concrète également par la mise en place, par exemple, lors des grèves, de piquets d'autodéfense prêts à résister aux bandes armées du capital. Or il est clair, que sur ce terrain, la direction du PCF ne fait rien.

(2) Cahiers du Communisme, juillet 1945. Dans le même sens, cf. par exemple, cette affirmation d'Eugene Henaff : la classe ouvrière « doit tenir compte que tout ce qui peut porter atteinte à la production est contraire à ses intérêts » (Cahiers du Communisme janvier 1946).

(3) J. Duclos, Cahiers du Communisme, mai-juin 1946.

(4) J. Kahn : « Pour comprendre les crises monétaires », Ed. Sociales, 1969.

---

# **nationalisations et construction du socialisme dans le cadre d'états ouvriers**

---

Dans le cadre d'Etats ouvriers, les nationalisations prennent *un sens totalement différent*. C'est pourquoi, on peut les appeler collectivisation, pour les opposer aux nationalisations dans le cadre de l'Etat bourgeois.

Leur signification, dans le cadre d'Etats ouvriers, *est double*.

---

I.— L'existence d'Etats ouvriers est une condition permettant que la collectivisation des moyens de production, s'accompagne d'une disparition du capital et de l'exploitation capitaliste

---

Partons à nouveau, de ce qu'Engels écrivait sur l'étatisation. On se souvient que, pour lui, les nationalisations, dans le cadre de l'Etat bourgeois, ne supprimait pas « la qualité de capital des forces productives », et l'exploitation capitaliste : l'Etat bourgeois devenait simplement un « capitaliste collectif ».

Notons que le PCF a admis officiellement cette thèse jusqu'en 1945, puisque, par exemple, en février 1945, E. Fajon écrivait encore, dans les « Cahiers du Communisme », en s'appuyant sur les passages cités d'Engels, que les nationalisations « sont acceptables par tous les Français y compris les hommes des trusts et les deux cent familles ». Quelques mois plus tard, le tournant va être pris, et l'on peut lire, dans les « Cahiers du Communisme » de novembre 1946 : « Les nationalisations portent atteinte à la toute puissance des oligarchies financières, elles limitent les possibilités légales de l'exploitation de l'homme par l'homme ».

Mais revenons à Engels. La prise du pouvoir par le prolétariat, la destruction de l'Etat bourgeois et l'instauration d'un Etat ouvrier, changent la signification de la propriété d'Etat. Ce qui n'était qu'une transformation de l'Etat bourgeois en capitaliste collectif, devient, sous la domination de l'Etat ouvrier, la possibilité d'abolir le capital lui-même : « Par cet acte (la prise du pouvoir) » le prolétariat « libère les moyens de production de leur qualité antérieure de capital, et donne à leur caractère social pleine liberté de s'imposer. Une production sociale suivant un plan déterminé est désormais possible ».

En d'autres termes, la prise du pouvoir par le prolétariat rend possible l'organisation de la production selon un plan central, et non plus selon le marché. Elle permet au prolétariat d'utiliser « sa suprématie politique pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'Etat » (1).

*La centralisation des moyens de production entre les mains de l'Etat ouvrier, et la mise en œuvre d'un plan central organisant l'ensemble de la production sociale, signifient la disparition du capital, et celle de l'exploitation capitaliste en tant que telle.*

La force de travail cesse d'être une marchandise s'échangeant « librement » sur un marché. Elle est répartie consciemment, selon le plan, entre les diverses activités productives.

---

II.— La collectivisation des moyens de production, dans le cadre d'Etats ouvriers, ne signifie pas que le socialisme est réalisé, mais qu'il est possible.

---

Si la collectivisation des moyens de production et l'organisation de la production sociale par un plan, permettent dans le cadre d'Etats ouvriers, d'abolir le capital, elles ne signifient pas l'instauration du mode de production socialiste, développé sur ses propres principes.

Elle signifie simplement l'instauration d'une société de transition entre le capitalisme et le socialisme, qui rend possible la socialisation et le développement absolu des forces productives.

*La collectivisation des moyens de production n'est donc pas la socialisation, qui implique notamment un développement préalable extrêmement important des forces productives, qui lui-même a pour condition la révolution à l'échelle mondiale, au moins dans les pays capitalistes avancés.*

De façon plus générale, la société de transition se caractérise par l'existence d'un écart entre la politique (existence d'un Etat ouvrier) et l'économique (insuffisance du développement des forces productives). C'est en fonction de cet écart que la double tâche est alors :

1) de prendre des mesures, sur le plan intérieur, pour renforcer la dictature du prolétariat : mesures politiques (développement le plus large possible de la démocratie soviétique à tous les niveaux), et mesures économiques dont l'importance ne réside pas dans la possibilité, grâce à elles, de construire le socialisme *seul*, mais réside avant tout dans la nécessité de renforcer l'Etat ouvrier, en l'absence duquel la transition disparaît tant que le socialisme n'est pas construit ;

2) de tout mettre en œuvre, et il s'agit là de la tâche essentielle, pour susciter et favoriser la révolution mondiale, préalable à l'avènement de la société socialiste, au-delà de la seule suppression de l'exploitation capitaliste réalisée dans le cadre de la collectivisation des moyens de production de la société de transition.

---

(1) Marx et Engels : le Manifeste Communiste.

---

# Sommaire

## Comment les marxistes révolutionnaires doivent poser le problème des nationalisations ?..... 3

- Comment les staliniens et les réformistes de la CFDT posent le problème des nationalisations ?... 3
- L'utilisation par la bourgeoisie des nationalisations..... 7
- Le double problème posé aux marxistes révolutionnaires par les nationalisations..... 10

## Nationalisations et mobilisation pour la destruction de l'État bourgeois..... 12

- Première condition : ne faire aucune concession à la bourgeoisie..... 12
- Deuxième condition : développer les luttes sur les revendications essentielles des travailleurs 15
- Troisième condition : instaurer la gestion ouvrière..... 18
- Quatrième condition : préparer l'extension internationale de la révolution..... 19
- Cinquième condition : engager la lutte immédiatement..... 20

## Nationalisations et construction du socialisme dans le cadre d'États ouvriers..... 22

- L'existence d'États ouvriers est une condition permettant que la collectivisation des moyens de production s'accompagne d'une disparition du capital et de l'exploitation capitaliste..... 22
- La collectivisation des moyens de production, dans le cadre d'États ouvriers, ne signifie pas que le socialisme est réalisé, mais qu'il est possible..... 23





**taupe rouge**  
**numero 12**  
**2 francs**



**ligue**  
**communiste**